

**Assemblée générale**

Cinquante-neuvième session

116^e séance plénièreMercredi 24 août 2005, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Ping (Gabon)

La séance est ouverte à 10 h 25.

Hommage à la mémoire du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud, feu Gardien des deux saintes mosquées

Le Président : Ce matin, avant d'aborder l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, nous avons le triste devoir de rendre hommage à la mémoire de feu le Gardien des deux saintes mosquées, le Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud d'Arabie saoudite, qui est décédé le lundi 1^{er} août 2005.

Homme de grande vision et dirigeant éclairé, le Roi Fahd a été une inspiration pour le peuple d'Arabie saoudite pendant près d'un quart de siècle. Il a conduit l'Arabie saoudite pendant une période de progrès et de développement sans précédent et a apporté une contribution durable dans le domaine de la diplomatie internationale et régionale. L'on se souviendra du dévouement et de la sagesse avec lesquels il a servi son pays et son peuple.

Au nom de l'Assemblée générale, je prie le représentant de l'Arabie saoudite de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple d'Arabie saoudite, ainsi qu'à la famille endeuillée du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud.

J'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence à la mémoire du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Hommage à la mémoire de M. John Garang, Vice-Président de la République du Soudan

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais également rendre hommage à la mémoire de l'ancien Vice-Président de la République du Soudan, S. E. M. John Garang, qui est décédé dans des conditions tragiques le samedi 30 juillet 2005. Je prie le représentant du Soudan de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple du Soudan, ainsi qu'à la famille endeuillée de S. E. M. John Garang.

Hommage à la mémoire de M. Lakshman Kadirgamar, Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais aussi rendre hommage à la mémoire de feu le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, S. E. M. Lakshman Kadirgamar, qui est décédé dans des conditions tragiques le vendredi 12 août 2005. Je prie le représentant de Sri Lanka de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple de Sri Lanka, ainsi qu'à la famille endeuillée de S. E. M. Lakshman Kadirgamar.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc, qui interviendra au nom du Groupe des États d'Afrique.

M. Arifi (*parle en arabe*) : Au nom du Groupe des États d'Afrique, je voudrais présenter nos condoléances au peuple et au Gouvernement d'Arabie saoudite à l'occasion de la perte tragique qu'ils viennent de subir avec le décès du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud, Gardien des deux saintes mosquées. Il était l'ami de tous les peuples africains et de tous les pays en développement. Il a servi son peuple et honoré ses engagements, notamment à l'égard du développement de l'Afrique et de la paix internationale. La disparition du Roi Fahd représente une grande perte pour le monde entier. En cette occasion, le Groupe des États d'Afrique souhaite exprimer sa tristesse en même temps que son espoir en une prospérité continue du peuple saoudien.

(*l'orateur poursuit en français*)

Monsieur le Président, permettez-moi également de présenter au nom du Groupe africain nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement de Sri Lanka suite au tragique événement qui a endeuillé ce pays ami : l'assassinat du regretté Lakshman Kadirgamar, Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka. Le Groupe africain tient à cette occasion à exprimer sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple de Sri Lanka et à condamner également cet acte terroriste et barbare, dont l'objectif est de déstabiliser ce pays qui commence à trouver son chemin vers la paix.

Je voudrais également, au nom du Groupe africain, présenter nos condoléances au peuple et au Gouvernement du Soudan suite à la triste disparition de M. John Garang de Mabior, Premier Vice-Président du Soudan, survenu lors du tragique accident du 30 juillet 2005. Nous tenons à cette occasion à exprimer notre solidarité avec ce pays frère, qui a traversé une longue période de déchirements, et nous espérons vivement que cet événement ne viendra pas perturber la mise en œuvre encore fragile de l'Accord de paix, auquel la famille africaine a grandement contribué et auquel nous accordons la plus grande importance.

Le Président : Je donne à présent la parole au représentant des Fidji au nom du Groupe des États d'Asie.

M. Rokolaqa (Fidji) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des États d'Asie, je souhaite exprimer notre profonde tristesse suite à la disparition, ce mois, du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud, du Royaume d'Arabie saoudite.

Le Roi Fahd était un homme de vision et de mission, qui a inspiré le peuple de son royaume. Il a consacré toute sa vie, tout son temps, à promouvoir la paix et la stabilité dans la région et dans le monde. Cette quête et son dévouement à la cause de la paix sont apparus avec évidence dans la contribution qu'il a apportée au règlement pacifique de la guerre civile libanaise, couronné par un accord signé dans son propre royaume. Il était toujours en quête d'initiatives politiques et diplomatiques permettant de rétablir la paix par la justice et l'action humanitaire, de soulager les souffrances personnelles des gens à l'échelon national, régional et international. Il restera dans l'histoire pour sa contribution à l'humanité. Nous adressons nos condoléances à sa famille et au peuple du Royaume d'Arabie saoudite.

Je voudrais également adresser nos condoléances à la famille du défunt ainsi qu'au peuple et au Gouvernement de la République socialiste démocratique de Sri Lanka suite à la triste et tragique disparition de son Ministre des affaires étrangères, M. Lakshman Kadirgamar. M. Kadirgamar était un fidèle serviteur qui a servi son pays avec dévouement, dignité et persévérance. Dirigeant national conjuguant vigueur intellectuelle, courage politique et intégrité personnelle, il a consacré ses efforts au maintien de la paix et de la stabilité de son pays. Il s'est employé à obtenir et défendre un règlement politique respectueux du pluralisme et de la démocratie au sein d'un Sri Lanka unifié. Son pays aura probablement obtenu le succès incomparable qui est le sien en matière de relations internationales grâce à ses efforts personnels et à sa diplomatie bénéfique. Nous condamnons vigoureusement l'attentat terroriste qui a provoqué la mort du Ministre des affaires étrangères et nous espérons voir traduits en justice ceux qui l'ont commis, organisé et commandité.

Nous adressons également nos sincères condoléances à la famille endeuillée et au Gouvernement du Soudan suite à la mort prématurée du Premier Vice-Président soudanais, M. John Garang. M. Garang n'était pas seulement un universitaire; il était un combattant qui a lutté pour ce qui devait lui permettre, il en avait la conviction, de ramener et de

préserver l'unité nationale au Soudan. Il a été le fer de lance des négociations en vue de conclure un accord de paix entre le Nord et le Sud et de rétablir la stabilité nationale. Son pays comme la communauté internationale tout entière le regretteront certainement. Nous adressons au nouveau Vice-Président tous nos vœux de succès dans la poursuite de ses tâches.

Nous saluons respectueusement ces trois grands dirigeants de notre temps, que nous considérons comme de grands hommes de paix. Je résumerai, si je puis, leur vie par une citation : « Ils déploient leurs ailes comme des aigles, ils courent sans s'épuiser, ils marchent sans se fatiguer. » Ceux par qui cela a été possible « [ont trouvé] le repos sur [leur] couche. »

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lituanie, au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

M. Šerkšnys (Lituanie) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des États d'Europe orientale, j'adresse nos profondes condoléances au Gouvernement et au peuple d'Arabie saoudite suite à la disparition du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud. Nos pensées vont également à tous les membres de la famille royale endeuillée. Le Roi Fahd a représenté son pays pendant près d'un quart de siècle. L'importante évolution économique, sociale et politique connue en Arabie saoudite est associée au nom du Roi Fahd : sous sa direction, son pays a connu des progrès remarquables dans tous les domaines. Parallèlement, le Roi Fahd a fermement guidé son peuple suivant les principes et la tradition de l'Islam. Nous tenions en haute estime les contributions durables du Roi Fahd dans le domaine de la diplomatie régionale et internationale, qui reposaient sur les principes de la justice et d'une quête sincère de solutions pacifiques. Sa mort est une immense perte non seulement pour l'Arabie saoudite mais aussi pour le monde arabe et musulman et l'ensemble de la communauté internationale.

Je voudrais également exprimer les condoléances du Groupe des États d'Europe orientale suite à la mort du Premier Vice-Président du Soudan, M. John Garang. Il a joué un rôle déterminant dans la conclusion de l'accord de paix de janvier dernier, qui a mis fin au plus long conflit qu'ait connu l'Afrique et a abouti à la mise en place d'un Gouvernement d'unité nationale. C'est une grande perte pour son pays et pour l'ensemble du continent.

En outre, je souhaite adresser les condoléances du Groupe des États d'Europe orientale à la famille du regretté Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, Lakshman Kadirgamar, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple sri-lankais suite à sa tragique disparition qui nous a tous profondément choqués. C'est aujourd'hui l'occasion de rendre un dernier hommage à ce grand diplomate qu'était le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, dont le dévouement et la contribution à une paix et une réconciliation durables à Sri Lanka seront toujours tenus en haute estime et resteront à jamais dans les mémoires. On ne saurait mieux rendre hommage à sa mémoire qu'en s'efforçant de faire respecter les valeurs et les normes qui ont toujours guidé son éminente carrière politique.

Puissent les hautes personnalités dont nous honorons aujourd'hui la mémoire reposer en paix.

Le Président : Je donne à présent la parole à M. John William Ashe, d'Antigua-et-Barbuda, qui interviendra au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

M. Ashe (Antigua-et-Barbuda) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'exprimer les condoléances et la sympathie du Groupe à la famille du regretté Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud d'Arabie saoudite. En tant que gardien de la foi islamique de sa nation, le Roi Fahd a aidé à la conception et à la mise en œuvre de nombreux programmes qui façonnèrent les progrès de son pays, tant au niveau national que sur la scène internationale. Grand visionnaire et dirigeant éclairé, il était tenu en haute estime dans les mondes arabe et musulman en raison de son rôle de Gardien des deux saintes mosquées, les principaux sanctuaires de l'Islam à Medine et à La Mecque.

Avec sa disparition, la communauté internationale perd de fait un protagoniste actif et efficace sur la scène de la diplomatie mondiale, qui n'hésita jamais d'user de ses talents diplomatiques et de médiation en période de crise.

Le Groupe tient également à rendre hommage à la mémoire du défunt Premier Vice-Président du Soudan, S. E. M. John Garang. Nous nous joignons au Gouvernement et au peuple soudanais ainsi qu'à la famille endeuillée du Vice-Président Garang pour pleurer sa perte.

Enfin, je tiens à faire part du choc et de la consternation du Groupe après l'assassinat du Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, M. Lakshman Kadirgamar. Le Groupe souscrit pleinement à la condamnation par le Conseil de sécurité de cet acte de terrorisme absurde. Le Ministre des affaires étrangères Kadirgamar était un avocat ardent et un défenseur courageux d'une Sri Lanka laïque et unie. Homme de grande intégrité qui consacra sa vie à la recherche de la paix et d'une vie meilleure pour les Sri-Lankais, il sera regretté.

Le Président : Je donne à présent la parole à M^{me} Pià Comella, d'Andorre, qui interviendra au nom des États d'Europe occidentale et autres États.

M^{me} Pià Comella (Andorre) : Les pays du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États se joignent à la communauté internationale pour adresser à la famille royale de S. M. le Roi Fahd d'Arabie saoudite, au Gouvernement et au peuple saoudiens leurs sincères condoléances. Le Roi Fahd sut garantir la sécurité et l'intégrité de son pays. Il fut aussi un grand défenseur de la stabilité de sa région. Sa tâche aura été sans doute parmi les pierres angulaires de l'histoire de l'Arabie saoudite.

Nos condoléances s'adressent aussi à la famille du Vice-Président Garang, aux autorités et au peuple soudanais. Nous saluons sa mémoire et son rôle dans le processus de réconciliation dans son pays.

Nous tous, membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, avons été consternés à la nouvelle de l'assassinat du Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka le 12 août dernier. Nous présentons nos condoléances à la famille de M. Lakshman Kadirgamar, aux autorités et au peuple sri-lankais. Le respect du cessez-le-feu et la poursuite du processus de paix s'avèrent plus que jamais nécessaires. Les délégations de mon Groupe sont à leurs côtés en ce moment de douleur.

Le Président : Je donne à présent la parole à M. Franc Urbanic, des États-Unis, pays hôte.

M. Urbanic (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis saisissent cet instant solennel pour joindre leur voix à celles de la communauté internationale en présentant nos condoléances aujourd'hui aux membres de la famille royale du Gardien des deux saintes mosquées, le Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud d'Arabie saoudite. Nous

adressons nos condoléances au peuple et au Gouvernement saoudiens ainsi qu'à la délégation permanente d'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies ici à New York. Le Roi Fahd était un grand défenseur de la stabilité dans sa région, et il a maintenu sa noble direction en apportant intégrité, sécurité et prospérité au peuple saoudien.

Je voudrais également exprimer la tristesse des États-Unis à la suite de l'assassinat le 12 août du Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, M. Lakshman Kadirgamar. Je présente mes condoléances à la famille du Ministre, au peuple et au Gouvernement de Sri Lanka et à sa Mission permanente auprès de l'ONU. La quête de paix et de stabilité que mena le Ministre rend d'autant plus regrettable son décès.

Enfin, les États-Unis ont été profondément attristés d'apprendre le décès du Premier Vice-Président du Soudan, M. John Garang de Mabior. Je présente mes condoléances à la famille du Premier Vice-Président, au peuple et au Gouvernement soudanais ainsi qu'à sa Mission permanente auprès de l'ONU. M. Garang de Mabior était un dirigeant visionnaire et un homme de paix qui aida à la conclusion de l'Accord de paix global, symbole d'espoir pour tous les Soudanais.

Le Président : Je donne à présent la parole à M. Ibrahim Assaf, du Liban, qui interviendra au nom des États arabes.

M. Assaf (Liban) (*parle en arabe*) : Au nom du Groupe des États arabes, je tiens à présenter nos condoléances sincères au peuple et au Gouvernement d'Arabie saoudite à l'occasion du décès du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud; au peuple et au Gouvernement soudanais après la disparition de M. John Garang, Premier Vice-Président; et au peuple et au Gouvernement sri-lankais à la suite de la mort de M. Lakshman Kadirgamar, Ministre des affaires étrangères.

Le Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud, que Dieu ait son âme, fit des efforts sincères pour réaliser la reconstruction de son pays et pour renforcer son prestige sur la scène internationale. Sa disparition représente une lourde perte pour la nation arabe tout entière. C'est avec dévouement qu'il travailla pour développer et resserrer les relations entre les pays arabes. Les Arabes n'oublieront jamais combien de fois le Roi Fahd offrit son assistance dans des situations

aussi diverses que nombreuses et combien de projets il finança.

Nous espérons que le peuple saoudien surmontera cette douloureuse épreuve. Nous sommes pleinement convaincus que le Roi Abdallah bin Abdul-Aziz continuera sur la voie de la stabilité du Royaume.

Le décès subit de M. John Garang, Premier Vice-Président du Soudan, a été un grand choc pour la communauté internationale. M. Garang fit des efforts sérieux pour donner paix et espoir au Soudan. Nous sommes tout à fait convaincus que nos frères soudanais réussiront à surmonter cette crise et à faire avancer leur pays sur la voie de l'unité et de la prospérité.

Je tiens également à condamner l'assassinat du Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, M. Lakshman Kadirgamar. Nous espérons que le cessez-le-feu à Sri Lanka se maintiendra et que le peuple sri-lankais jouira d'une paix et d'une stabilité durables.

Le Président : Je donne à présent la parole au représentant du Yémen, qui interviendra au nom de l'Organisation de la Conférence islamique.

M. Alsaidi (Yémen) (*parle en arabe*) : Le 1^{er} août dernier, les mondes arabe et musulman ainsi que la communauté internationale dans son ensemble ont été endeuillés par le décès du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud, Gardien des deux saintes mosquées. Ce grand homme était un chevalier de la paix et du développement. De son père, il avait hérité la sagesse, la noblesse, l'honnêteté et la loyauté qui caractérisèrent son règne sur le Royaume d'Arabie saoudite et ses relations avec les pays frères du monde arabe et musulman ainsi qu'avec les autres Membres de l'Organisation internationale.

Après avoir accédé au trône, en 1982, devenant ainsi le Gardien des deux saintes mosquées et le Roi de l'Arabie saoudite, il se posa en champion d'une initiative de paix lors du Sommet arabe de Fez, au Maroc. Ce projet avait pour but de clore un trop long chapitre de conflits en instaurant une paix juste et durable. Il permit également d'installer des piliers de stabilité et de développement au Moyen-Orient. En se conduisant, grâce à cette initiative, en véritable artisan de la paix dans cette région du monde, il donna une preuve supplémentaire de sa noblesse.

Par ailleurs, le Roi Fahd finança des projets de développement dans son propre pays, faisant ainsi de

l'Arabie saoudite l'un des pays les plus prospères du monde.

Au côté de ses frères et dirigeants du monde arabe, y compris le Président Ali Abdullah Saleh, du Yémen, il s'efforça de mettre un terme aux vieux différends frontaliers à l'origine de tensions entre les pays frères de la région, en menant des pourparlers avec ses voisins.

Le Roi Fahd était un homme doux et généreux. Il vint en aide à de nombreux pays faisant face à l'adversité ou frappés par les catastrophes naturelles, notamment par le biais d'une aide au développement et de secours humanitaires.

La disparition du Roi Fahd est une perte tragique. Mais son empreinte à tous les niveaux – culturel, politique, économique et autres – restera à tout jamais dans les mémoires des générations présentes et futures. Alors que nous nous préparons à célébrer le soixantième anniversaire de l'Organisation, nous voyons clairement l'œuvre qu'il a accomplie au service de l'ONU, tout comme celle du Roi Fayçal Bin Abdel-Aziz, qui dirigea la délégation saoudienne à San Francisco en 1945.

Que Dieu ait son âme et l'emmène au paradis. Toutes nos condoléances vont à sa famille endeuillée.

En cette heure de grande tristesse, la mort nous a également enlevé M. John Garang, Premier Vice-Président du Soudan, qui vit ses efforts acharnés couronnés par un accord de paix garantissant l'unité et l'intégrité territoriale de son pays. Avec son décès, le Soudan et les pays de la région ont perdu un artisan de la paix. Nous adressons nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement soudanais.

Nos condoléances s'adressent également au peuple et au Gouvernement de Sri Lanka. Nous condamnons l'assassinat de M. Lakshman Kadirgamar, Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka. Sri Lanka, l'Asie en général et l'ensemble de la famille internationale ont perdu l'homme qui s'était distingué en consolidant l'unité de son pays. Au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, je présente nos condoléances à la famille de feu le Ministre des affaires étrangères.

Le Président : Je donne à présent la parole au Représentant permanent de l'Arabie saoudite.

M. Shobokshi (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Dans son livre sacré, Dieu nous dit que nos âmes retourneront veiller en paix auprès de lui au Paradis.

En compagnie des fidèles d'autres religions, le Royaume d'Arabie saoudite a rendu un dernier hommage à un fils loyal et à un grand roi, qui, toute sa vie durant, a défendu les intérêts du Royaume, conduit notre patrie sur la voie du progrès et du renouveau tout en préservant les valeurs. Il a régné dans le respect de la loi de Dieu aux fins de la justice et de l'équité. Dans cette région déchirée par la guerre, il permit à son pays de traverser sain et sauf les tempêtes et les turbulences en lui apportant stabilité, prospérité et développement.

Son règne de 24 ans fut marqué par de nombreux accomplissements grâce à l'élaboration et la réalisation de cinq plans de développement économique qui permirent de diversifier la base économique du pays, d'en élever le niveau de vie et d'améliorer les conditions sanitaires des citoyens. De plus, le Roi Fahd remit sur pied le système éducatif en nommant un ministre de l'éducation en 1953. Hormis les élections municipales, il créa le système du Conseil de la Choura, un conseil régional et une autorité nationale chargée des droits de l'homme.

En son temps, son père, le Roi Fayçal Abdul-Aziz, lui confia un grand nombre de tâches politiques et administratives, le chargeant de nombreuses fois de prendre la tête des délégations saoudiennes. Ainsi, il participa à la Conférence de San Francisco tenue en 1945 au côté de son père, le Roi Fayçal, que Dieu ait son âme. En 1962, le Roi Fahd fut nommé Ministre de l'intérieur. Il occupa ensuite les fonctions de Vice-Premier Ministre en 1967, avant de devenir prince héritier en 1977 et Roi en 1982.

Les nations arabes et musulmanes ont rendu un dernier hommage à ce grand dirigeant qui a soutenu sans réserve les causes et les droits des arabes et des musulmans. Il s'est voué, sans jamais compter ses efforts ni regarder à la dépense, à renforcer la solidarité et le rapprochement entre les peuples.

Au cours de son règne, la politique étrangère saoudienne a été fondée sur l'Islam, sur nos valeurs arabes, la non agression et le bon voisinage. Il était tolérant, modéré et épris de paix. Il ne cessait d'appeler à la coopération et à l'entente. Il avait une vision et la capacité de régler les différends entre frères. Sa

tolérance n'avait d'égal que la fermeté avec laquelle il prenait des décisions difficiles, ce qui était nécessaire pour protéger la patrie et son peuple et pour faire avancer la cause de la justice.

Il s'est efforcé notamment d'agrandir les deux saintes mosquées; de faire imprimer le Coran et sa traduction en différentes langues et de le distribuer à tous les musulmans; de faire construire des mosquées et des centres islamiques dans un grand nombre d'universités partout dans le monde; et de fournir tous les services dont les pèlerins avaient besoin. Il a également réalisé de grandes choses en Arabie saoudite et s'est efforcé d'aplanir de manière constructive les divergences entre Arabes et musulmans partout dans le monde. Sa décision avisée et le rôle courageux qu'il a joué pour la libération du Koweït, ses bons offices, qui ont permis de mettre fin à la guerre civile au Liban, ont abouti à l'Accord de Taëf. Il a participé à l'initiative de paix du Moyen-Orient et au Sommet de Fez, auquel il a prêté son nom. Et il a accordé son appui aux peuples afghan et bosniaque. Tout ceci restera gravé dans les mémoires, et nous demandons à Dieu d'en tenir compte lorsque le Roi Fahd se présentera devant lui.

L'humanité a fait ses adieux à un dirigeant politique sage. Ses prises de position et ses contributions visaient à mettre fin aux souffrances et à promouvoir la stabilité et la prospérité de la communauté internationale grâce à des politiques avisées dans les domaines énergétique et politique, et grâce à un appui à toutes les causes humanitaires.

Au cours des cinq dernières années, l'aide publique accordée par l'Arabie saoudite aux pays en développement a atteint quelque 84 milliards de dollars, soit plus de 4 % du produit national brut saoudien, en plus de l'aide humanitaire généreuse et des autres formes d'assistance fournies par l'Arabie saoudite.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir ouvert la présente séance par un hommage au Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud. Au nom du Royaume d'Arabie saoudite, je vous remercie également, Monsieur le Président, pour vos condoléances. Je tiens également à remercier mes aimables collègues, les Présidents des groupes régionaux et autres, ainsi que le représentant du pays hôte, pour leurs déclarations sur le feu Roi.

Je tiens aussi à exprimer nos condoléances à la délégation soudanaise pour le décès inattendu de

M. John Garang. Nous souhaitons plein succès au Soudan.

Je voudrais en outre exprimer nos condoléances à la délégation sri-lankaise pour la disparition de M. Lakshman Kadirgamar, Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka.

Que l'âme du Roi Fahd repose en paix; longue vie au Gardien des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah bin Abdul-Aziz, et à S. A. le Prince héritier Sultan bin Abdul-Aziz, Vice-Premier Ministre, Ministre de la défense et Inspecteur général. Le Royaume d'Arabie saoudite continuera sur la voie tracée par le Roi Abdul-Aziz et défendra ses valeurs et son éthique. C'est ainsi qu'était la voie tracée par les rois qui l'ont précédé. La marche vers la réforme et l'innovation se poursuivra sans relâche, et l'Arabie saoudite continuera de lutter contre le terrorisme. Le Roi et le Prince héritier appuieront toujours les Arabes et les musulmans ainsi que le reste de l'humanité. Ils promouvront la justice, la coopération, l'entente, la stabilité et la prospérité.

Le Président : Je donne à présent la parole au représentant du Soudan.

M. Manis (Soudan) (*parle en arabe*) : Nous remercions les Présidents des groupes régionaux et le représentant du pays hôte, ainsi que tous les pays amis qui ont exprimé leurs condoléances à la suite de la disparition de M. John Garang.

Encore une fois, je tiens à exprimer nos condoléances au peuple saoudien endeuillé par le décès du Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud. Nous sommes certains que nos frères en Arabie saoudite sauront surmonter cette perte et poursuivre la vision de l'ancien Roi sous le règne du présent monarque, le Roi Abdullah.

Nous exprimons également nos condoléances à nos amis de Sri Lanka, à la suite de l'incident criminel qui a coûté la vie au Ministre des affaires étrangères, M. Lakshman Kadirgamar.

Le monde entier a suivi le drame tragique qui s'est abattu sur le Soudan. Nous avons perdu un homme qui était l'un de nos piliers les plus importants pour parvenir à la paix au Soudan après une route semée d'embûches vers la paix et la stabilité. La mort de John Garang de Mabior, Premier Vice-Président du Soudan, a été un choc pour le Soudan, pour l'Afrique et pour tous les pays épris de paix. La disparition de

M. Garang est survenue au moment où nous avions le plus besoin de sa direction. C'était un visionnaire nécessaire à cette étape très importante de l'histoire du Soudan : la mise en œuvre de l'Accord de paix global. Au cours de la très brève période qui a suivi son investiture en tant que Premier Vice-Président, en particulier, M. Garang a participé de toutes les façons possibles à l'édification d'un Soudan unifié et prospère.

M. Garang nous a laissés, comme l'ont fait beaucoup d'autres grands dirigeants. Mais son legs demeure : l'Accord de paix global. Depuis cette tribune, je déclare à tous les représentants qu'au Soudan, la marche vers la paix se poursuivra, et que le Gouvernement et le mouvement populaire créé par John Garang avanceront de concert vers la mise en œuvre de l'Accord de paix global, car la paix est la volonté du peuple et un choix stratégique.

Comme l'a dit le Secrétaire général, M. Kofi Annan, la meilleure façon de célébrer la mémoire de feu John Garang est d'instaurer la paix permanente qu'il recherchait.

Nous continuerons sur cette voie. Notre premier Gouvernement d'unité nationale mettra en œuvre l'Accord de paix global et renforcera l'unité, la stabilité et la paix au Soudan.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka.

M. Kariyawasam (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que l'Assemblée générale, des condoléances que vous nous avez présentées à l'occasion du décès prématuré et tragique de S. E. M. Lakshman Kadirgamar, feu Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka.

Nous nous associons aux autres délégations de l'Assemblée pour rendre hommage au feu Gardien des deux saintes mosquées, le Roi Fahd bin Abdul-Aziz Al Saoud d'Arabie saoudite, ainsi qu'au feu Vice-Président de la République du Soudan, M. John Garang.

Je remercie également les délégations qui ont aujourd'hui pris la parole pour exprimer leur sympathie au Gouvernement et au peuple de Sri Lanka et pour nous faire part de leur solidarité en ce moment de grande épreuve. Nous transmettons ce message à la famille endeuillée du feu Ministre.

M. Lakshman Kadirgamar était une personne aux nombreux talents. En 1994, après une carrière académique et professionnelle brillante à Sri Lanka et à l'étranger, notamment au Royaume-Uni et en Suisse, M. Kadirgamar a été nommé Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka. Il a toujours occupé cette fonction depuis, à l'exception d'une brève interruption de deux ans. M. Kadirgamar a relevé le défi de représenter Sri Lanka à l'étranger, appuyant ainsi les efforts de S. E. la Présidente Chandrika Bandaranaike Kumaratunga.

Le feu Ministre s'est employé à sensibiliser la communauté internationale aux besoins des pays en développement. Il croyait en la nécessité d'établir un dialogue et un engagement constructifs entre les pays du Nord et du Sud. Cette croyance reposait sur son respect des principes fondamentaux du Mouvement des pays non alignés et sur sa volonté de rendre la coopération Sud-Sud efficace. Il embrassait les idéaux du pluralisme, de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Bien avant le 11 septembre et les attentats de Londres, de cette salle de l'Assemblée générale, M. Kadirgamar a souvent averti la communauté internationale du danger que représentait le terrorisme pour la paix, la sécurité des États et la démocratie, mais il n'a pas été entendu. Dans la foulée, toutefois, il insistait également sur la nécessité de traiter les causes à l'origine du terrorisme.

M. Kadirgamar était en première ligne dans la recherche d'une solution juste au conflit ethnique à Sri Lanka. Il a rencontré beaucoup de problèmes dans cette quête. Sa profondeur de vision, associée à sa finesse diplomatique et à sa capacité accomplie à exposer les faits avec clarté, a permis à Sri Lanka de captiver l'attention de la communauté internationale sur cette question. Dans la mêlée des innombrables voix et vues en lice, la sienne était celle qui retentissait le plus. Sa capacité de conviction et d'argumentation et la force de son jugement et son civisme lui ont valu des acclamations. Il dépassait les préjugés sectaires, ethniques et religieux.

Ses détracteurs n'ont pu gagner le cœur du peuple au moyen d'arguments rationnels et ont choisi l'option la plus simple : éliminer une personne qu'on ne pouvait vaincre par le discours rationnel et civil. La haine et les préjugés ont triomphé, temporairement, le 12 août, et Lakshman Kadirgamar a perdu la vie dans un acte de

terrorisme répugnant. Son assassinat mérite la condamnation dans les termes les plus vigoureux de tous les peuples et de toutes les nations civilisés.

À cet égard, la communauté internationale s'est associée au peuple sri-lankais pour condamner cet acte de terrorisme insensé qu'a été son assassinat. Les enquêtes menées jusqu'à présent semblent indiquer que les auteurs de cet acte sont des Tigres tamouls. Le Gouvernement sri-lankais est déterminé à traduire les auteurs de cet assassinat en justice.

Le feu Ministre n'est pas mort en vain. Il était un véritable représentant des valeurs chères à Sri Lanka et au monde civilisé : la paix, la liberté, la justice et la loyauté. C'était un démocrate et un patriote par excellence, et sa vie continuera d'inspirer ceux qui étaient à ses côtés et ceux qui l'admiraient et croyaient en ses idées. Le Gouvernement et le peuple sri-lankais s'associent à la communauté internationale pour rendre hommage au feu Ministre pour le service suprême qu'il a rendu au pays, à la communauté internationale et, surtout, à l'humanité.

Point 17 de l'ordre du jour (suite)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

h) Nomination de membres du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale (A/59/889)

Le Président : Comme indiqué dans le document A/59/889, conformément à la procédure énoncée au paragraphe 1 de l'article 3 du statut du Corps commun d'inspection et après avoir consulté les États Membres et établi une liste de pays tirés des groupes régionaux, j'ai demandé à la France, à la Hongrie, au Sénégal et à la Turquie de proposer des candidats pour un mandat de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2006.

Comme également indiqué dans le document A/59/889, conformément au paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2004, les candidats doivent avoir de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigations, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution de

programmes, et connaître le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.

Comme il est en outre indiqué dans le document A/59/889, après avoir tenu les consultations visées au paragraphe 2 de l'article 3 du statut du Corps commun d'inspection, y compris avec le Président du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, je propose à l'Assemblée générale les candidatures de M. Gérard Biraud (France), M. István Posta (Hongrie), M. Papa Louis Fall (Sénégal) et M. Cihan Terzi (Turquie) aux fins de nomination au Corps commun d'inspection pour un mandat de cinq ans prenant effet le 1^{er} janvier 2006 et venant à expiration le 31 décembre 2010.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite nommer ces candidats?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen de l'alinéa h) du point 17 de l'ordre du jour.

Point 18 de l'ordre du jour (suite)

Élection de juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Lettre du Président du Conseil de sécurité (A/59/886)

Mémoire du Secrétaire général (A/59/887 et Add.1)

Curriculum vitae (A/59/888)

Le Président : L'Assemblée générale va procéder à l'élection de 27 juges *ad litem* du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 pour un mandat de quatre ans prenant effet le jour de leur élection.

Les membres se rappelleront que par sa résolution 1329 (2000) du 30 novembre 2000, le Conseil de sécurité a décidé de créer un groupe de juges *ad litem* au Tribunal pénal international. À cette fin, il a décidé de modifier les articles 12, 13 et 14 du Statut du Tribunal pénal international.

Lors de l'élection de juges *ad litem* en 2001, 27 juges ont été élus pour un mandat de quatre ans qui a pris fin le 11 juin 2005. S'agissant de l'élection, aujourd'hui, de 27 juges *ad litem*, je voudrais porter à l'attention de l'Assemblée générale les éléments suivants.

Premièrement, aux termes du paragraphe 1 de l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal international tel que modifié par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1329 (2000), les 27 juges *ad litem* du Tribunal international sont élus par l'Assemblée générale sur une liste présentée par le Conseil de sécurité. À sa 5236^e séance, le 26 juillet 2005, le Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 1 c) de l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal international, a dressé une liste de 34 candidats en tenant dûment compte de la nécessité d'assurer une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde et en ayant à l'esprit l'importance que revêt une répartition géographique équitable. Cette liste a été officiellement transmise au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité dans une lettre datée du 26 juillet 2005. Cette lettre a été publiée sous la cote A/59/886.

Deuxièmement, aux termes du paragraphe 1 d) de l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal international, tel que modifié, le Saint-Siège, État non Membre ayant une Mission d'observation permanente au Siège de l'Organisation des Nations Unies, participe à l'élection au même titre que les États Membres. J'ai donc le plaisir d'accueillir le représentant du Saint-Siège.

Enfin, je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les documents relatifs à l'élection. Le mémoire du Secrétaire général concernant l'élection des juges *ad litem* du Tribunal international est publié sous la cote A/59/887. On trouvera la liste des 34 candidats au paragraphe 8 du document A/59/887 et les deux retraits de candidature dans le document A/59/887/Add.1. En outre, le représentant de la République arabe syrienne a informé l'Assemblée générale que le Gouvernement de la République arabe syrienne a retiré la candidature de M. Ahmad Farawati. Par conséquent, il y a maintenant 31 candidats.

Le curriculum vitae des candidats figure dans le document A/59/888. À cet égard, je voudrais porter à votre attention les dispositions de l'article 13 du Statut du Tribunal international, qui se lit comme suit :

« Les juges permanents et *ad litem* doivent être des personnes de haute moralité, impartialité et intégrité possédant les qualifications requises, dans leurs pays respectifs, pour être nommés aux plus hautes fonctions judiciaires. Il est dûment tenu compte dans la composition globale des Chambres et des sections des Chambres de première instance de l'expérience des juges en matière de droit pénal et de droit international, notamment de droit international humanitaire et des droits de l'homme. »

Comme les représentants le savent, l'élection des juges est organisée conformément aux dispositions pertinentes de l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal international. En outre, étant donné les similarités entre l'élection des juges de la Cour internationale de Justice et celle des juges du Tribunal international, il a été décidé, au moment de l'élection des juges en 1993 ainsi qu'en 1997, 1998 et 2001, que l'Assemblée générale procéderait de la même façon dans les deux cas. Dans son mémorandum, le Secrétaire général propose que ces précédents soient appliqués à l'élection des juges *ad litem* du Tribunal international.

Je donne la parole au représentant du Liechtenstein.

M. Wenaweser (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : La plupart d'entre nous se souviennent probablement du lourd processus qu'ont été les élections des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en novembre 2004, où sept tours de scrutin ont été nécessaires pour pourvoir les 14 postes qui étaient alors vacants. La raison en est une règle de procédure que l'Assemblée générale avait adopté au début de la séance, en vertu duquel il fallait reprendre le vote si trop de candidats disposaient de la majorité absolue. Au cours des deux jours de scrutin, de décompte et d'attente qui ont suivi, l'impression prédominante était qu'il fallait faire quelque chose pour éviter une situation analogue à l'avenir.

Dans cette optique, nous avons déposé une proposition, contenue dans le document A/59/898, en vue d'empêcher une telle situation au cours des élections d'aujourd'hui. Nous proposons que pour les besoins de ce scrutin, au cas où l'on se trouverait face à une situation dans laquelle plus de 27 candidats avaient la majorité absolue, nous ne devrions pas invalider les résultats de ce scrutin mais plutôt déclarer élus ceux qui obtiennent le plus grand nombre de voix,

comme c'est l'usage courant dans de nombreuses autres élections, et comme cela est conforme aux dispositions pertinentes du Statut. Cette proposition est particulièrement d'actualité aujourd'hui, où le faible nombre de candidats augmente les probabilités que nous nous retrouvions devant une telle situation.

Avant de vous présenter jeudi dernier la lettre publiée sous la cote A/59/898, Monsieur le Président, nous avons par deux fois transmis la teneur auprès de toutes les missions à New York. Nous avons également approché le plus grand nombre de délégations possibles pour recueillir leurs avis sur notre proposition. Nous avons été très heureux de voir que notre proposition ne soulevait aucune objection et qu'elle avait au contraire la faveur d'un grand nombre de délégations, en particulier celles présentant des candidats, qui y ont vu une mesure logique et pratique pour renforcer l'efficacité de notre travail à l'Assemblée. Nous considérons, par conséquent, qu'il s'agit d'une mesure pratique pour la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.

Nos consultations n'ayant donné lieu à aucune objection à notre proposition, nous la présentons à l'Assemblée pour adoption dans l'espoir qu'elle voudra bien l'accepter. Nous voudrions également remercier toutes les délégations qui ont montré leur ouverture et leur appui dans les discussions sur la proposition.

Le Président : Le représentant du Liechtenstein a présenté un amendement au paragraphe 18 du mémorandum du Secrétaire général (A/59/887) tendant à ce que

« Si, au premier tour de scrutin, le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue des voix est supérieur à 27, les 27 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix seront considérés comme élus. En cas de partage égal des voix pour un siège restant à pourvoir, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin limité aux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix. »

Avant de poursuivre, l'Assemblée générale va d'abord se prononcer sur l'amendement présenté par le représentant du Liechtenstein.

Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini (Jordanie) (*parle en anglais*) : Nous appuyons l'amendement au paragraphe 18 du mémorandum du Secrétaire général, tel que proposé par la délégation du Liechtenstein, pour

les raisons que vient d'avancer le Représentant permanent du Liechtenstein.

M. Rowe (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Sur la base des brèves consultations tenues au sein du Groupe africain, je crois que ma délégation est en mesure d'appuyer la proposition. Nous lui prêtons dûment notre appui.

Le Président : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter l'amendement présenté par le représentant du Liechtenstein tendant à ce que, si, au premier tour de scrutin, le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue des voix est supérieur à 27, les 27 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix seront considérés comme élus. En cas de partage égal des voix pour un siège restant à pourvoir, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin limité aux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Conformément à la décision qui vient d'être prise, seront déclarés élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue et le plus grand nombre de voix des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'État non membre.

Il est d'usage à l'Organisation des Nations Unies d'interpréter l'expression « majorité absolue » comme signifiant la majorité de tous les électeurs, qu'ils votent ou soient autorisés à voter ou non. En l'occurrence, sont électeurs tous les 191 États Membres et un État non membre, à savoir le Saint-Siège. Ainsi, la majorité absolue aux fins de l'élection des juges *ad litem* du Tribunal international est de 97 voix.

M. Arifi (Maroc) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre indulgence et votre patience. Comme cela vient d'être évoqué, on a eu de très brèves consultations entre certains membres du Groupe africain. Je tiens à dire que la proposition qui vient d'être soumise par l'Ambassadeur du Liechtenstein, en dépit de son caractère équilibré et de son bien-fondé, poserait cependant certaines difficultés pour le Groupe africain qui émet des soucis quant aux conséquences de l'application d'une telle proposition par rapport à la représentation régionale. C'est pour cela que le Groupe africain demande le maintien des règles actuelles en attendant que cette proposition soit mieux examinée à l'avenir.

Nous attendons la fin des consultations parce que le Conseiller juridique me dit que la décision avait déjà été prise.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : L'Assemblée n'est pas sans savoir, et le Président l'a annoncé, que la Syrie a retiré l'une de ses deux candidatures. Toutefois, nombre de représentants me demandent le nom du candidat retiré à cause de la façon dont il a été prononcé. Je voudrais donc préciser que nous avons retiré la candidature de M. Ahmad Farawaty. Nous confirmons la candidature de M. Jawdat Naboty.

Le Président : Je remercie le représentant de la Syrie de cette précision. Je voudrais ajouter que le nom du candidat retiré qui vient d'être mentionné sera enlevé du bulletin de vote. Donc, le nom qui restera sera celui du bon candidat.

M. Arifi (Maroc) : Encore une fois désolé de prendre la parole pour une deuxième fois.

Par rapport à ma déclaration de tout à l'heure, il semble qu'une décision ait été prise. Lors de brèves consultations, les membres du Groupe africain m'ont suggéré de faire une proposition qui n'est pas en contradiction avec la décision qui a été prise. Cette proposition consiste à inviter les pays qui ont proposé plus d'un candidat à limiter leur proposition à un seul candidat. Cela reviendrait, d'après les calculs, à avoir 27 candidats pour 27 sièges à pourvoir. Je ne sais pas si cette proposition agréée à l'Assemblée.

Le Président : Cela complique la situation, mais je pose la question à l'Assemblée, notamment aux pays qui ont proposé plusieurs candidatures et qui sont donc interpellés. Quand je dis que cela complique la situation, c'est parce qu'il faudra refaire tous les bulletins.

Alors, silence. Calme plat.

Je redonne la parole au représentant du Maroc pour qu'il nous sorte de cette impasse.

M. Arifi (Maroc) : étant donné que cette proposition a fait l'objet de consultations entre les membres du Groupe, je crains de ne pouvoir proposer de solution en tant que pays membre. Serait-il possible de nous accorder encore quelques minutes?

M. Shah (Pakistan) (*parle en anglais*) : Tel que nous comprenons la situation, il est proposé que les

pays ayant plus d'un candidat n'en présente plus qu'un. Est-ce bien là ce qui a été proposé?

Je crains de ne pas être en mesure d'arrêter une décision sur l'heure. Nous devons pour cela demander des directives car nous avons reçu pour instruction de présenter deux candidats. Nous ne pouvons probablement pas, à ce stade, statuer sur le retrait de candidatures.

Le Président : C'est bien ce que je disais.

M. Arifi (Maroc) : Notre appel a été lancé aux pays qui ont présenté plus d'un candidat. Notre souci était bien entendu d'éviter toute complication concernant le déroulement du vote. L'appel a donc été lancé aux pays qui ont plus d'un candidat. Si, cependant, cette proposition pose des problèmes, le Groupe africain garde son ouverture d'esprit et se plie à la décision déjà prise.

Le Président : Je remercie le Groupe africain. Nous continuons.

Conformément à la décision qui vient d'être prise, seront déclarés élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue et le plus grand nombre de voix des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'état non membre. J'ai indiqué tout à l'heure que ce nombre était de 97 voix.

Si, au premier tour de scrutin, le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue est inférieur à 27, il sera procédé, à la même séance, à un second tour, et ainsi de suite, jusqu'à ce que 27 candidats aient obtenu la majorité absolue et le plus grand nombre de voix.

Comme il est d'usage pour l'élection des juges de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général propose dans son mémorandum que le second tour de scrutin et les tours ultérieurs éventuels soient libres.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souscrit aux procédures que je viens d'énoncer?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Comme l'Assemblée générale vient de le décider, si, au premier tour de scrutin, le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue est supérieur à 27, les 27 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix seront considérés comme élus. En cas de partage égal des voix pour un siège restant à pourvoir, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin

limité aux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix.

Je donne maintenant la parole à l'observateur du Saint-Siège.

Mgr Cushley (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Le Saint-Siège continue de suivre avec attention les débats du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) qu'il considère comme étant un instrument dont dispose la communauté internationale pour condamner les violations du droit international humanitaire.

Le Saint-Siège apprécie le fait que l'ONU reconnaisse son rôle actif sur la scène internationale. Bien que le Saint-Siège reste un État doté du statut d'observateur, plutôt que de celui d'État Membre, il est invité à participer à l'élection des juges *ad litem* du Tribunal de même que les États Membres de l'ONU, conformément au paragraphe 1 d) de l'article 13 *bis* du Statut du Tribunal international, tel qu'il a été amendé par la résolution 1329 (2000) du Conseil de sécurité.

À cette occasion, le Saint-Siège, compte tenu de son caractère et de ses objectifs particuliers, et conformément à la pratique reconnue dans des cas similaires, a décidé de s'abstenir de voter sur les candidatures individuelles au bureau des juges du TPIY.

En même temps, le Saint-Siège souhaite réaffirmer sa confiance dans les choix que fera la communauté internationale et transmet tous ses vœux de succès aux juges qui seront bientôt élus pour servir la cause de la justice et de la paix dans le monde.

Le Président : Avant de procéder au vote, je voudrais rappeler aux membres que conformément à l'article 88 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote.

Nous allons à présent procéder au vote. Les bulletins de vote vont maintenant être distribués.

Je demande aux représentants de n'utiliser que les bulletins de vote qui ont été distribués. Seuls les candidats dont les noms figurent sur les bulletins de vote sont éligibles. Les représentants devront indiquer les 27 candidats pour lesquels ils souhaitent voter en inscrivant une croix à gauche en regard de leurs noms sur les bulletins de vote. Tout bulletin de vote sur

lequel figurent plus de 27 noms sera déclaré nul. On ne peut voter que pour les candidats dont les noms figurent sur les bulletins de vote.

Sur l'invitation du Président, M^{me} Gérard (Belgique), M. Veloso (Brésil), M^{me} Abraitiené (Lituanie), M. Cherkaoui (Maroc) et M^{me} Macalintal (Philippines) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

La séance est suspendue à 12 h 10.

M. Ashe (Antigua-et-Barbuda), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est reprise à 13 h 10.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Étant donné le grand intérêt que suscite ce vote, et étant donné que le Secrétaire doit, bien entendu, dépouiller tous les bulletins, nous avons besoin de plus de temps pour procéder au dépouillement. Nous allons donc suspendre la séance une fois de plus et nous la reprendrons pour annoncer les résultats.

La séance est suspendue à 13 h 15.

M. Dauth (Australie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance reprend à 14 h 55.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant :

Nombre de bulletins déposés :	189
Nombre de bulletins nuls :	1
Nombre de bulletins valables :	188
Abstentions :	0
Nombre de votants :	189
Majorité absolue requise :	97
Nombre de voix obtenues :	
M. Tan Sri Dato Lamin Haji Mohd Yunus (Malaisie)	176
M. Melville Baird (Trinité-et-Tobago)	175
M. Antoine Mindua (République démocratique du Congo)	175
M ^{me} Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar)	174
M. Frank Höpfel (Autriche)	173
M ^{me} Janet Nosworthy (Jamaïque)	173
M. Klaus Tolkendorf (Allemagne)	170
M. Burton Hall (Bahamas)	167
M ^{me} Michèle Picard (France)	164

M. Brynmor Pollard (Guyana)	164
M ^{me} Kimberly Prost (Canada)	162
M. Krister Thelin (Suède)	161
M. Pedro David (Argentine)	159
M. Frederik Harhoff (Danemark)	159
M. Raimo Lahti (Finlande)	158
M ^{me} Prisca Matimba Nyambe (Zambie)	158
M ^{me} Tsvetana Kamenova (Bulgarie)	157
M. Stefan Trechsel (Suisse)	155
M. Ole Bjørn Støle (Norvège)	153
M. Frans Bauduin (Pays-Bas)	152
M. Jawdat Naboty (République arabe syrienne)	145
M. Uldis Kinis (Lettonie)	142
M. Árpád Prandler (Hongrie)	139
M ^{me} Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe)	133
M ^{me} Flavia Lattanzi (Italie)	132
M. Ali Nawaz Chowhan (Pakistan)	130
M ^{me} Chioma Egondou Nwosu-Iheme (Nigéria)	112
M. Giancarlo Roberto Belleli (Italie)	107
M. Abubakar Bashir Wali (Nigéria)	101
M. Ishaq Usman Bello (Nigéria)	90
M. Tanvir Bashir Ansari (Pakistan)	87

Ayant obtenu une majorité absolue et le plus grand nombre de voix, les candidats suivants sont élus juges ad litem du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 pour un mandat de quatre ans prenant effet le 24 août 2005 : M. Melville Baird (Trinité-et-Tobago), M. Frans Bauduin (Pays-Bas), M. Ali Nawaz Chowhan (Pakistan), M. Pedro David (Argentine), M^{me} Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe), M. Burton Hall (Bahamas), M. Frederik Harhoff (Danemark), M. Frank Höpfel (Autriche), M^{me} Tsvetana Kamenova (Bulgarie), M. Uldis Kinis (Lettonie), M. Raimo Lahti (Finlande), M^{me} Flavia Lattanzi (Italie), M. Antoine Mindua (République démocratique du Congo), M. Jawdat Naboty (République arabe syrienne), M^{me} Janet Nosworthy (Jamaïque), M^{me} Chioma Egondou Nwosu-Iheme (Nigéria), M^{me} Prisca Matimba Nyambe (Zambie), M^{me} Michèle Picard (France), M. Brynmor Pollard (Guyana), M. Árpád Prandler (Hongrie), M^{me} Kimberly Prost (Canada), M^{me} Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar), M. Ole Bjørn Støle (Norvège),

M. Krister Thelin (Suède), M. Klaus Tolksdorf (Allemagne), M. Stefan Trechsel (Suisse) et M. Tan Sri Dato Lamin Haji Mohd Yunus (Malaisie).

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour adresser aux juges les félicitations de l'Assemblée à l'occasion de leur élection et remercier sincèrement les scrutateurs de leur assistance.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 18 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 5.